

# **Union Générale des Etudiants Burkinabè (UGEB)**

Ouagadougou le 01 mars 2011

## **Déclaration sur la situation à Koudougou**

Camarades étudiantes et étudiants,

Depuis le lundi 21 février 2011, les scolaires et étudiants de Koudougou sont en lutte pour protester contre la mort dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 février de ZONGO Justin élève en classe de 3<sup>ème</sup> au lycée privé Guesta Kaboré. En effet, ZONGO Justin a été victime de tortures de la part de policiers suite à une altercation avec une camarade de sa classe qui serait la petite amie d'un policier. Dès le lundi 21, les scolaires et les étudiants de la ville de Koudougou sont sortis massivement pour exprimer leur mécontentement et exiger que toute la lumière soit faite sur cette barbarie dont ZONGO Justin a été victime. En lieu et place, les autorités locales (Gouverneur, Directeur régional de la police, procureur du Faso, maire...) et centrales dépêchées à Koudougou (ministre de la santé, ministre de l'administration territoriale...) n'ont pas trouvé mieux que de débiter des mensonges, en se contredisant par moment, au cours d'une conférence de presse organisée le mardi 22 février. Ainsi, elles ont tour à tour attribué le décès de l'élève à une crise de méningite, choisissant ainsi délibérément et ce comme à leur habitude en de pareilles circonstances de couvrir des policiers auteurs d'une sauvagerie avérée sur la personne de ZONGO Justin. Le procureur du Faso auprès de qui ZONGO Justin avait déposé une plainte pour coups et blessures volontaires n'a rien fait pour empêcher la poursuite des sévices corporels sur la victime. Il s'est contenté, selon ses propres dires, de lui demander de se faire soigner d'abord. Contrairement donc à ce que le Directeur Régional de la police soutient, ZONGO Justin a bel et bien été victime de coups et blessures. Sinon, pourquoi devrait-il aller se faire soigner ? Face à cette volonté manifeste des autorités de camoufler la vérité, étudiants, élèves, jeunes du secteur informel et chômeurs sont sortis massivement le mercredi 23 février pour dénoncer cette attitude et réclamer que justice soit faite. Le pouvoir de la IV<sup>ème</sup> République à travers ses forces de répression n'a pas hésité à réprimer sauvagement cette marche. Ces forces dites de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes, matraques, tirs à balles réelles face à des manifestants aux mains nues. Le bilan de cette journée a été particulièrement lourd : un jeune mécanicien et un élève ont trouvé la mort dans cette répression barbare. On compte également plus de soixante blessés dont une dizaine grièvement. Le lendemain jeudi 24, les scolaires de Poa, Réo, Kindi, Ouahigouya, Ouagadougou...etc sont entrés en lutte pour soutenir leurs camarades de Koudougou. A Poa et à Kindi, les forces de l'ordre ont encore une fois de plus fait usage de balles réelles provoquant ainsi la mort d'un élève dans chacune de ces deux localités. Au total, 6 jeunes ont trouvé la mort au cours de ces journées de répression. L'UGEB exprime ses condoléances les plus attristées aux familles éplorées. Aux manifestants blessés, elle leur souhaite un prompt rétablissement.

Camarade étudiantes et étudiants,

Les forces de répression du pouvoir de la IV<sup>ème</sup> République ne sont pas à leur premier crime dans le monde scolaire et universitaire. En rappel, en 1990, DABO Boukary étudiant en 7<sup>ème</sup> année de médecine, est enlevé à domicile et conduit au conseil de l'entente où il sera torturé jusqu'à ce que mort s'en suive. En 1995 deux élèves du lycée de Garango, ZIGANI Emile et SYDIANI Blaise ont trouvé la mort après avoir essuyé des tirs à bout portant d'un gendarme pendant une marche pacifique de soutien à leurs enseignants en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail. En 2000, c'est au tour de NEBIE Flavien, élève en classe de CM2 dans un établissement sis à Boussé de tomber sous les balles assassines des forces dites de l'ordre. Jusqu'à ce jour, justice n'est pas encore rendue sur ces crimes odieux. C'est le lieu ici de dénoncer l'impunité dont bénéficient les auteurs de ces crimes qui sont pourtant bien connus.

Camarade étudiantes et étudiants,

Face à la détermination des scolaires et étudiants et au développement de la situation, le pouvoir de la IV<sup>ème</sup> République s'est empressé de procéder à la fermeture des établissements d'enseignement jusqu'à nouvel ordre sur toute l'étendue du territoire national. En outre, il a démis de leurs fonctions le gouverneur et le Directeur régional de la police du Centre-Ouest et prétend avoir mis aux arrêts les policiers soupçonnés d'avoir porté des coups sur la personne de ZONGO Justin. En réalité, toutes ces manœuvres du pouvoir de la IV<sup>ème</sup> République visent à briser l'élan de lutte engagée par la jeunesse pour ensuite ranger les revendications aux oubliettes. C'est pourquoi, l'UGEB tout en condamnant avec la dernière énergie la barbarie dont a été victime ZONGO Justin, les assassinats des cinq autres manifestants et la répression féroce abattue lors des manifestations exige:

- la réouverture sans condition et sans délais des établissements d'enseignement sur tout le territoire national;

- la prise de mesures idoines afin que la lumière soit faite sur les crimes sus-cités.

Par ailleurs, elle appelle toutes ses sections à s'impliquer activement dans la lutte que la jeunesse de Koudougou afin que les auteurs de la mort de ZONGO Justin, des assassinats des cinq autres manifestants et de tous les autres crimes jusque là impunis soient traduits devant la justice et châtiés comme il se doit. L'expérience nous enseigne que seule la lutte paie. C'est par une mobilisation sans faille que nous pourrons contraindre le pouvoir de la IV<sup>ème</sup> République à faire la lumière sur sur ces actes ignobles.

Pour la justice pour ZONGO Justin, en avant!

Pour la justice pour les jeunes assassinés lors des manifestations, en avant!

Pour le respect des libertés de manifestation, en avant!

Contre l'impunité, en avant!

**Pain et liberté pour le peuple!**

Le Comité Exécutif.